

6 Société et Culture

Renforcement des capacités des agents du tourisme et de l'industrie hôtelière

Une vingtaine de nouveaux locuteurs en anglais

LLIM
Libreville/Gabon

UNE vingtaine d'agents des secteurs du commerce, du tourisme, de l'hôtellerie et de l'éducation ont, du 21 au 23 juin 2016, reçu une formation en anglais dans les domaines du tourisme et de l'industrie hôtelière au siège de l'ambassade des Etats-Unis d'Amérique au Gabon, sis au quartier La Sablière.

Au sortir de cet atelier, vendredi dernier, des attestations ont été remises aux participants par l'ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique, Cynthia H. Akuetteh, et le directeur de cabinet du ministre du Commerce, des Petites et Moyennes entreprises, de l'Artisanat, du Tourisme et du Développement des services, Fidèle Angoué. La diplomate américaine a remercié à cette occasion l'ensemble des participants pour leur engagement observé dans l'appropriation du pro-



Photo : LLIM

L'une des participantes posant avec l'ambassadeur des USA.

gramme "Ethos", mis à leur disposition pour cette formation. Et dont le thème a été "L'anglais pour le tourisme, l'industrie hôtelière

et la durabilité touristique". Selon elle, la formation reçue aura forcément un impact sur l'industrie du tourisme au Gabon. "Elle of-

fira de multiples opportunités aux touristes anglophones, en même temps qu'elle promouvra la croissance et la stabilité économiques durables et fera naître une valorisation de la préservation des richesses culturelles et environnementales», a dit Mme Akuetteh.

Au nom du ministre du commerce, M. Angoué a, quant à lui, exprimé sa gratitude à l'ambassadrice des Etats-Unis pour cette initiative. De même que pour toutes les autres actions qu'elle n'a de cesse de mener depuis son accréditation à Libreville, dans le souci premier de booster la

coopération entre le Gabon et les USA.

Il a également fait remarquer que la formation que viennent de recevoir les agents d'hôtels, les guides et autres... s'inscrit parfaitement dans la vision de la politique gouvernementale en matière de renforcement des capacités. « A cet effet, je suis convaincu que vous êtes désormais mieux outillés, non seulement par rapport à la connaissance générale de l'anglais du tourisme, mais aussi, et surtout, pour former d'autres acteurs intervenant dans ce secteur », a-t-il souligné à l'endroit des lauréats.

Santé/ /Avortements au Gabon
Quelle prise en charge pour les avortements à risque au Gabon?



Photo : AEE

La directrice de la Santé maternelle et infantile, le Dr Solange Antimi Ndembi (g) et le Pr Jean-Pierre Ngou Mve Ngou, ont présidé la soirée.

AEE
Libreville/Gabon

La sixième soirée de la Société gabonaise de gynécologie-obstétrique et de la reproduction, tenue récemment au Ré-Ndama, sur le thème : "Avortements au Gabon: quelles perspectives en 2016?", a été l'occasion pour les membres de cette organisation, essentiellement des médecins gynécologues et des sages-femmes, d'édifier l'opinion sur les différents traitements mis en place après un avortement à risque.

Enquête démographique et de santé réalisée dans notre pays, il a été constaté que beaucoup de femmes, en majorité des élèves et celles dites célibataires, exercent quotidiennement des avortements qui les entraînent inéluctablement à la mort. C'est dans cette optique que des méthodes et autres techniques ont été mises en place pour venir à bout de ce "fléau" à risque. Pour cela, nous avons élaboré des soins appropriés aux patients, à travers des traitements efficaces et à court terme. Notamment l'introduction au misoprostol, présenté par le Dr Ntsame, qui consiste à évacuer complètement l'utérus, en cas d'avortement risqué. C'est une méthode qui se veut efficace à 97 % sur les cas testés. Il réduit, plus est, les délais de traitement et la durée de guérison.»

Il en est de même de l'apport de l'AMIU, notamment dans le processus des traitements des avortements risqués. C'est autre méthode qui consiste à traiter les avortements du premier trimestre de la grossesse. Elle a le mérite de réduire les délais de prise en charge du patient en minimisant les effets secondaires. Mais autant des méthodes, souligne-t-il, qui apportent la satisfaction aux patientes prises généralement en charge.



Banque des Etats de l'Afrique Centrale - Services Centraux

Commission ad hoc du marché

Décision n°026/GR/2016

Avis d'appel d'offres international ouvert No11/BEAC/DGEDIPG/ AOIO/Tvx/2016
du 15 juin 2016 pour les travaux de réhabilitation de l'immeuble siège de la COBAC à Libreville en République Gabonaise

Dans le cadre de son programme immobilier, la Banque des Etats de l'Afrique Centrale envisage d'effectuer des travaux de réhabilitation de l'immeuble siège de la COBAC. A cet effet, elle invite, par le présent avis d'appel d'offres, les entreprises remplissant les conditions requises à présenter une soumission.

Les travaux, par corps d'états, comprennent les lots suivants :

- lot n°1 : Aménagements extérieurs et Assainissement
- lot n°2 : Maçonnerie
- lot n°3 : Charpente et Couverture
- lot n°4 : Etanchéité
- lot n°5 : Revêtements scellés et collés (Carrelage et autres)
- lot n°6 : Cloisons légères plâtre
- lot n°7 : Faux-plafond
- lot n°8 : Menuiserie Aluminium
- lot n°9 : Menuiserie bois
- lot n°10 : Electricité - Courant fort
- lot n°11 : Plomberie - Sanitaires
- lot n°12 : Climatisation - Ventilation
- lot n°13 : Courant faible Sécurité électronique
- lot n°14 : Courant faible Téléphone et Câblage informatique
- lot n°15 : Courant faible Sonorisation Vidéo
- lot n°16 : Matériels informatiques
- lot n°17 : Courant faible Détection et Extinction de l'Incendie
- lot n°18 : Moyens de Secours de lutte contre l'Incendie
- lot n°19 : Ascenseur
- lot n°20 : Peinture
- lot n°21 : Serrurerie - Métallerie

Le processus se déroulera conformément à la procédure d'appel d'offres internationale ouvert, définie par le Code des marchés et le Manuel de procédures de gestion des marchés de la BEAC.

Les entreprises intéressées peuvent obtenir un complément d'information, consulter et acheter le dossier d'appel d'offres, rédigé en français, à l'adresse ci-dessous, entre 9 heures et 12 heures, les jours ouvrés, contre la somme non remboursable de XAF 1 000 000 (un million) ou EUR 1 525 (mille cinq cent vingt-cinq)

BANQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE
Services Centraux, 736 Avenue Monseigneur Vogt
Secrétariat Général, DOAAR-CGAM, 14ème étage, Porte 1412 ou 13ème étage porte 13.06
☎ : BP 1917 Yaoundé - Cameroun
☎ : (237) 222 23 40 30 ; (237) 222 23 40 60 poste 5431 ou 5306
☎ : (237) 222 23 33 29
✉ : cgam.scx@beac.int

Le paiement devra être effectué en espèces aux guichets de la BEAC ou par virement bancaire en faveur de la BEAC - Services Centraux. La participation au présent appel d'offres est conditionnée par ledit paiement. Une visite du site est prévue le mercredi 25 juillet 2016.

Les soumissions, conformes au règlement de l'appel d'offres et obligatoirement accompagnées d'une garantie de soumission suivant le modèle indiqué en annexe et équivalente à XAF 50 000 000 (cinquante millions), devront être déposées à l'adresse indiquée ci-après, au plus tard le jeudi 25 août 2016 à 12 heures.

BANQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE
Services Centraux, 736 Avenue Monseigneur Vogt
Bureau d'Ordre, 15ème étage, Porte 15.01
☎ : BP 1917 Yaoundé - Cameroun

Les offres reçues après le délai fixé seront rejetées. Les plus seront ouvertes, en deux étapes, en présence des représentants des soumissionnaires dûment mandatés par un document écrit signé du dirigeant de l'entreprise, qui souhaitent assister aux séances d'ouverture. Les représentants des soumissionnaires devront présenter l'acte matérialisant leur mandat en début de séance d'ouverture des offres, sous peine d'exclusion. Les dossiers administratifs et les offres techniques seront ouverts le jeudi 25 août 2016 à 13 heures précises, aux Services Centraux de la BEAC à Yaoundé. Les offres financières seront ouvertes à une date qui sera communiquée ultérieurement./-

Yaoundé, le 15 juin 2016

Le Président de la Commission Ad hoc,